

**Association «NON à toute attaque du régime
du délai!»**

Secrétariat:

PLR. Les Libéraux-Radicaux Femmes, Neuengasse 20, 3011 Berne,
031 320 35 36, esseiva@fdp.ch

PS Femmes, Spitalgasse 34, 3001 Berne,
031 329 69 90, barbara.berger@sp-frauen.ch

Dons en ligne:

<http://www.non-attaque-regime-du-delai.ch/fr/crowdfunding.html>

Compte postal:

No de compte 60-574585-1, IBAN CH7509000000605745851

www.non-attaque-regime-du-delai.ch



vert'libéraux



NON à l'initiative populaire « Financer l'avortement est une affaire privée »

Le 2 juin 2002, la population suisse a approuvé, par plus de 72 % des voix, le régime du délai qui intègre justement la prise en charge de l'interruption de grossesse par l'assurance-maladie. Aujourd'hui, des cercles chrétiens-conservateurs souhaitent pourtant revenir en arrière. Brandissant des arguments aussi fallacieux qu'inexactes sur de prétendues économies au niveau des coûts de la santé, leur vrai objectif est de stigmatiser l'interruption volontaire de grossesse tout comme les femmes qui y ont recours.

Pas d'économies

L'argument financier est tout sauf solide: les coûts liés à l'interruption de grossesse ne représentent pas plus de 0,03 % du total des frais pris en charge par l'assurance-maladie de base. En outre, le régime du délai en vigueur assure aux femmes la sécurité médicale d'une intervention pratiquée de manière professionnelle. En remettant ce principe en cause, le risque de complications va augmenter, débouchant sur des coûts plus élevés. Sans compter qu'aujourd'hui déjà, nombre de femmes paient la majeure partie de leur interruption de grossesse, que ce soit par le biais de leur quote-part ou en raison de franchises élevées.

L'initiative veut restreindre la liberté de choix

En réalité, les initiants ne poursuivent aucun but financier, ni un but dans l'intérêt de la politique de la santé. Ce que souhaitent ces cercles chrétiens-conservateurs, c'est diaboliser l'interruption de grossesse et en limiter l'accès.

Le taux d'IVG le plus bas d'Europe

Le taux d'interruption de grossesse en Suisse est déjà le plus bas d'Europe, en particulier pour les jeunes femmes. L'initiative n'aura aucune incidence sur son évolution et ne permettra pas d'empêcher des interruptions de grossesse. En revanche, certaines femmes auront recours à des pratiques illégales ou voyageront à l'étranger en quête d'une intervention bon marché, avec tous les risques potentiels pour leur santé.

Une large alliance de partis politiques et d'associations s'engage contre cette initiative malhonnête!

**Vous aussi, votez NON à l'initiative
« FINANCER L'AVORTEMENT EST
UNE AFFAIRE PRIVÉE »**

parce qu'elle:

- remet en cause le régime du délai qui a fait ses preuves
- discrimine les femmes
- libère les hommes de toute coresponsabilité
- foule aux pieds le principe de solidarité de l'assurance-maladie obligatoire
- ne permettra aucune économie